

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 11 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSGOURMET OPERATIONS

Avenue Syrma
ZAC de la Haute Forêt
44470 Carquefou

Références : N2-2025-405-rapport-complet
Code AIOT : 0006305399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement TRANSGOURMET OPERATIONS implanté Avenue Syrma ZAC de la Haute Forêt 44470 Carquefou. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSGOURMET OPERATIONS
- Avenue Syrma ZAC de la Haute Forêt 44470 Carquefou
- Code AIOT : 0006305399
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TRANSGOURMET OPERATIONS exploite, sur le site de Carquefou, un entrepôt de matières combustibles pour le stockage de produits secs, de produits frais et de produits surgelés, dont l'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 15 septembre 2009.

Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection du 14/09/2022 ;
- AR – 1 : vérification des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1-4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	
2	Stockage des matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	
5	AR1 - Fréquence et périmètre de la vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Points 15 et 22	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	
7	AR1 – Vérification des installations électriques – Thermographie	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 7.2.5	/	Demande d'action corrective	
10	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1 de l'annexe VIII	/	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Entretien des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
4	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 7.5.3	Sans objet
6	AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15 de l'annexe II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
9	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que la vérification des installations électriques est complète. Le stockage des matières dangereuses doit être adapté pour éviter les mélanges incompatibles entre liquides ou de liquides avec des solides.

Le plan général des stockages doit être précisé pour faciliter la prise en compte des informations issues de l'état des matières stockées.

L'étude des flux thermiques transmise démontre que les zones d'effets thermiques en cas d'incendie restent dans les limites de propriété pour les 3 cellules. Cette étude doit être corrigée suite à des erreurs sur la longueur des cellules.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. (...)

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Constat du 14/09/2022 :

[...]

- Pour matières dangereuses, absence des familles de mention de dangers des produits ;
- Absence de regroupement par grande famille ;
- Absence de toutes les matières combustibles ;
- Absence des palettes.

L'exploitant doit poursuivre les actions mises en place afin de disposer d'un état des matières stockées permettant de répondre à l'ensemble des dispositions du point I-4 de l'annexe II de l'AM du 11-04-2017, en prenant en compte (ou en s'assurant de la prise en compte) les points rappelés ci-dessus.

Cet état doit être mis à jour a minima hebdomadairement (ou de manière quotidienne, pour les matières dangereuses) et accompagné d'un plan général des zones de stockage. Un état des matières stockées répondant aux besoins d'information de la population est également établi.

Réponse du 14/04/2023 :

[...] Le développement informatique pour intégrer notamment les mentions de danger, les rubriques ICPE, les solides liquéfiables, dans notre système d'information est actuellement en cours. Les opérations de « recette informatique » sont programmées sur ce mois d'avril. Par ailleurs, nous travaillons avec le Cabinet Andine sur la création d'une requête dans le système

d'information relative à l'état des matières stockées répondant à la réglementation : état des stocks sous format synthétique avec un plan du site associé.

Constat du 19/03/2019 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks de l'entrepôt au jour de l'inspection. Une copie a été transmise par la suite à l'inspection des installations classées. Il se présente sous deux formes, un état des stocks synthétique et un état des stocks exhaustif.

Ce second document permet pour chaque produit de connaître sa localisation dans l'entrepôt et la quantité. Pour les produits dangereux, les mentions de dangers sont précisées ainsi que la rubrique ICPE associée. Pour les produits non dangereux, un tri permet d'obtenir un classement selon la grande famille du produit (hygiène, combustible, incombustible, solide liquéfiable, huiles, liquides inflammables, aérosols) ou le type d'emballage du produit.

Pour l'état des stocks sous une forme synthétique, le fichier présenté par l'exploitant rassemble les produits dans différentes familles vulgarisées pour le grand public.

Un plan général des stockages a également été présenté. En l'état, le plan ne permet pas de faire le lien entre l'état des stocks, qui précise un code de la zone de l'entrepôt, avec les indications sur le plan, qui sont trop généralistes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mieux définir le plan des stockages pour associer aux informations disponibles dans l'état des stocks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Stockage des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 8

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

Constats :

Constat du 14/09/2022 :

Depuis la précédente inspection, l'exploitant a procédé, avec l'appui d'un bureau d'études, à l'identification exhaustive des produits dangereux stockés sur le site et des risques d'incompatibilité associés.

Cependant, à ce jour, les produits sont toujours stockés dans la même cellule et associés à la même rétention.

L'exploitant a précisé que les règles de stockage associées aux produits dangereux prenant en compte les risques d'incompatibilité sont en cours d'établissement et que la mise en place des dispositions définies (nécessitant un réaménagement conséquent de certaines zones de picking) sera effective au 1^{er} trimestre 2023.

L'exploitant doit mettre en place, dans les meilleurs délais, les dispositions au niveau des stockages prenant en compte les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie dans le respect des dispositions de l'AM du 11-04-2017 (en particulier, les points 8 à 10). Les dispositions prises ou envisagées en ce sens sont précisées.

Réponse du 14/04/2023 :

Vous trouverez ci-joint le projet de plan d'implantation des produits définis avec le cabinet Andine. Nous devrions être en capacité de réimplanter les produits concernés en picking selon ce plan d'ici fin avril, en stockage possiblement fin mai.

Constat du 19/03/2025 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les dispositions pour le stockage des produits dangereux de la cellule. Le principe repose sur l'éloignement des produits incompatibles, mais ceux-ci restent entreposés dans la même cellule, avec la même rétention, en particulier pour les produits liquides.

D'après la grille d'incompatibilité utilisée par l'exploitant et en absence de produits explosifs (aérosols), l'incompatibilité constatée lors de l'inspection est le stockage de produits inflammable avec des produits toxiques, dangereux pour la santé, nocifs et corrosifs, et dangereux pour l'environnement aquatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une séparation physique pour éviter les mélanges incompatibles entre liquides, en particulier au sein d'une même rétention, et des liquides avec des solides.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Entretien des dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Observation de l'inspection du 14/09/2022 :

L'exploitant transmet à l'IIC le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre pour l'année 2022.

Réponse de l'exploitant du 14/04/2023 :

Vous trouverez en pièce-jointe le rapport de la société Indelec suite à la vérification des installations. Du matériel est à remplacer. Vous trouverez en pièce-jointe le devis associé validé.

Constat du 19/03/2025 :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les deux derniers rapports de vérification des installations de protection contre la foudre (13/07/2023 et 24/06/2024). Le rapport 2023 ne relève pas de défaut. Le rapport de 2024 relève qu'un paratonnerre P3 doit être remplacé et que la prise de terre du paratonnerre P2 n'est pas indépendante.

L'exploitant a également transmis les justificatifs de remplacement du paratonnerre P3 et de la réfection de la prise de terre du paratonnerre P2 le 13/11/2024.

Concernant les relevés des compteurs, l'exploitant a transmis les registres de suivi mensuel pour les années 2023, 2024 et 2025. Un seul coup de foudre a été enregistré en juin 2023. La vérification annuelle a été effectuée le mois suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose a minima :

- de 4 poteaux incendie sur le site alimentés par le réseau d'eau brute de débit 200 m³/h et par le réseau d'eau potable de débit 120 m³/h.
- d'une réserve de 900 m³ dont l'aire d'aspiration sera implantée en dehors du flux de 3 KW/m².

[...]

L'exploitant justifie au préfet ainsi qu'au service prévision/opérations du groupement de Nantes du service départemental d'incendie et de secours, la disponibilité effective des débits d'eau au regard des besoins incendie. Une mesure des capacités hydrauliques est réalisée à cette fin, en simultané sur les poteaux des 2 réseaux, au plus tard 15 jours avant la mise en service de l'entrepôt.

Constats :

Constat du 14/09/2022 :

Les moyens de défense contre l'incendie sont composés :

- d'un réseau de 4 poteaux d'incendie ;
- d'une réserve de 900 m³.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des 4 poteaux d'incendie présents sur le site établi par la société CHRONOFEU le 26-06-2022. Les débits mesurés sous 1 bar sont entre 138 et 150 m³/h. Lors de ce contrôle, un raccord a cassé au niveau d'un poteau d'incendie. La commande pour la réparation a été signée.

L'exploitant a précisé qu'une mesure des débits pour un fonctionnement en simultané de plusieurs poteaux d'incendie sera réalisée d'ici la fin de l'année après réparation du poteau d'incendie actuellement indisponible.

Réponse de l'exploitant du 14/04/2023 :

"La société Chronofeu est intervenue le 6 avril pour réaliser le test en simultané des poteaux d'incendie. Les débits attendus sur le réseau d'eau potable et sur le réseau des maraîchers sont en dessous respectivement des 120 m³/heure (70 m³/heure) et des 200 m³/heure (180 m³/h). Nous allons très rapidement prendre contact avec Nantes Métropole et la Saur en charge de ces réseaux d'eau et reviendrons vers vous."

Constat du 19/03/2025 :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des poteaux incendie de l'établissement en date du 09/12/2024. Le rapport fait état des résultats suivants :

- poteau 1 : débit de 120 m³/h à 1 bar en simultané avec le poteau 2 : débit de 95 m³/h à 1 bar ;
- poteaux 3 et 4 : débit max de 5 m³/h.

L'exploitant indique que « *concernant le dernier rapport de contrôle des débits, les essais sur l'eau brute n'étaient pas concluants. Nous avons donc fait intervenir l'entreprise SAUR pour contrôler l'installation. Elle a constaté que la vanne amont du compteur n'était pas entièrement ouverte. Le prochain contrôle est planifié le 24 mars 2025. J'ai ajouté dans les documents le mail de la SAUR (dépannage) et la commande pour le contrôle des débits.* »

À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis un nouveau rapport de contrôle des poteaux incendie effectué le 01/04/2025. Les mesures simultanées donnent les résultats suivants :

- réseau d'eau brute : poteau 1 (85 m³/h) et poteau 2 (145 m³/h) : total de 230 m³/h
- réseau d'eau potable : poteau 3 (64 m³/h) et poteau 4 (186 m³/h) : total de 250 m³/h

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : AR1 - Fréquence et périmètre de la vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Points 15 et 22

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Point 15 : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

Point 22 : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Constats :

Constat du 14/09/2022 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi par la société BUREAU VERITAS les 09 et 10-12-2021 ainsi que l'attestation Q18 correspondante dans laquelle il est précisé que "l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion". 23 observations sont émises .

L'exploitant a présenté les documents justifiant la levée de l'ensemble des observations et le suivi mis en place.

Par ailleurs, dans le rapport, en pages 10 et 12, la société BUREAU VERITAS précise que certains matériels n'ont pas été vérifiés pour des raisons d'exploitation ou d'inaccessibilité (locaux fermés ; installations hors de portée ; ...).

Réponse du 25/10/2022 :

La société Bureau Veritas est intervenue les 13 et 14 octobre pour réaliser les vérifications réglementaires des installations électriques, en présence de notre mainteneur la société Eiffage. Nous avons bien veillé à ce que les techniciens ont pu accéder à l'ensemble des locaux qui doivent faire l'objet de vérifications.

Constat du 19/03/2025 :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le deux derniers rapports de vérification périodiques (02-03/11/2023 et 30-31/10/2024).

Le rapport de 2024 fait état de certains éléments de l'installation qui ne sont pas vérifiables :

- locaux fermés ;
- équipement devant faire l'objet d'une visite initiale ;
- armoires inaccessibles ;
- impossibilité de planter les piquets de références ;
- dispositif consigné.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une nouvelle intervention s'est déroulée le 06/03/2025 pour les installations électriques inaccessibles. Une visite initiale est commandée pour les équipements concernés. Concernant, l'impossibilité de planter les piquets de références, l'exploitant indique que cela nécessite la coupure complète du site pour opérer sur la haute tension.

Par courriel du 01/04/2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complémentaire sur les installations électriques du local informatique, du local de stockage et du tableau électrique TD3BIS situé dans le local chargeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit effectuer une vérification complète périodique des installations électriques de l'établissement, en particulier la partie haute tension.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15 de l'annexe II
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique Q18 réalisée en parallèle des vérifications périodiques de 2023 et 2024. Les documents font état d'une observation signalée initialement en 2023 et de nouveau en 2024, conduisant à ce que l'installation puisse entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Directement sur le Q18, il est indiqué que les travaux ont été effectués par rapport à cette observation par un prestataire extérieur le 07/12/2024. Concernant le rapport de vérification de 2024, l'ensemble des observations sont indiquées comme levées à l'exception de la n°13 relative à la remise en place d'un capot de protections des prises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : AR1 – Vérification des installations électriques – Thermographie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 7.2.5
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Cette vérification permet d'identifier les points chauds. [...]
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle par thermographie infrarouge et détection ultrasonore des installations électriques, comprenant le document Q19, effectués les 07/08/2023 et 30/10/2024. Le Q19 de 2023 fait état d'une anomalie de priorité 2 (action sous 2 mois). La fiche de l'anomalie indique qu'une maintenance a été effectuée le 19/08/2023. Le Q19 de 2024 ne fait état d'aucune anomalie. Plusieurs matériels sont indiqués comme ne faisant pas l'objet du contrôle. Ces matériels sont identifiés comme hors charge ou à l'arrêt, à l'exception des cellules HT. Le rapport justifie l'absence

de contrôle par l'absence de hublot thermique. En conclusion, le Q19 indique que "les cellules HT ont été contrôlées par ultrasons et n'ont révélé aucune anomalie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit aménager les cellules HT afin de permettre le contrôle thermographique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Fiche d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82

Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Article R. 543-82 du code de l'environnement :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les dernières fiches d'intervention pour la manipulation des fluides frigorigènes sur les équipements frigorifiques de l'établissement (8 groupes froids pour l'entrepôt (R134a) et 3 groupes froids pour la climatisation des bureaux (R410a)).

Lors de l'inspection, il a également été identifié un groupe froid correspondant à la climatisation du local informatique. La quantité de fluides est de 5 kg de R410a et est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter la fiche d'intervention liée au dernier contrôle d'étanchéité périodique. L'établissement de cette fiche est de la responsabilité de l'opérateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que l'opérateur intervenant sur la climatisation du local informatique établisse une fiche d'intervention lors de la manipulation de fluides frigorigène et conserver cette fiche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Règlement 2024-573 Article 13 - Restrictions d'utilisation [....] 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO ₂ ou plus est interdite. À partir du 1 ^{er} janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C. Jusqu'au 1 ^{er} janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7 ; b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements de réfrigération qui ont fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 11, paragraphe 5. 5. A partir du 1 ^{er} janvier 2032, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dont le pouvoir de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 750 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération fixes à l'exception des refroidisseurs est interdite.
Constats : Le fluide frigorigène R410A est un hydrofluorocarbure, dont le potentiel de réchauffement planétaire atteint 2088. Le fluide frigorigène R134a est un hydrofluorocarbure, dont le potentiel de réchauffement planétaire atteint 1430. Pour ces deux fluides, les restrictions d'utilisation s'appliquent à compter du 01/01/2032.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1 de l'annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des effets thermiques
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1 ^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1 ^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant a transmis une étude des flux thermiques sur la base de la méthode flumilog démontrant que les zones d'effets thermiques en cas d'incendie restent dans les limites de propriété pour les 3 cellules. Cependant, les longueurs prises en compte pour les calculs sont supérieures aux longueurs des cellules des entrepôts (87 m au lieu de 77 m pour les cellules 2 et 3 ; 77 m pour la cellule 1 sans prise en considération de la cellule des produits dangereux).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées une version corrigée de l'étude des flux thermiques prenant en compte les caractéristiques réelles de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant